

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/EEC/4/Add.1
2 novembre 2001

(01-5393)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur
les procédures de licences d'importation

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Addendum

Procédures de licences d'importation applicables aux contingents tarifaires
établis dans le cadre de l'OMC dans le domaine de l'agriculture

La Délégation permanente des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 7 octobre 2001.

Description succincte du régime

1. Le régime de licences d'importation a pour objet d'assurer l'administration rationnelle des contingents tarifaires des Communautés européennes établis dans le cadre de l'OMC, énumérés dans la réponse à la question n° 2. La législation pertinente relative au régime de licences d'importation applicable à ces contingents tarifaires est mentionnée dans la réponse à la question n° 5. Concernant les formalités à remplir lors de la demande de licences d'importation, voir la réponse à la question n° 6.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Voir la réponse à la question n° 1. Les produits visés par les contingents tarifaires mentionnés dans la réponse à la question n° 1 sont les suivants:

Contingent	N°	Désignation des produits	Position(s) tarifaire(s)
Animaux vivants de l'espèce bovine	1	a) Génisses et vaches (autres que celles destinées à la boucherie) des races de montagne ci-après: race grise, race brune, race jaune, race tachetée de Simmental et race de Pinzgau	ex 0102 90 05, ex 0102 90 29, ex 0102 90 49, ex 0102 90 59, ex 0102 90 69
		b) Taureaux, vaches et génisses (autres que ceux destinés à la boucherie) et races de montagne ci-après: race tachetée de Simmental, race de Schwyz et race de Fribourg	ex 0102 90 05, ex 0102 90 29, ex 0102 90 49, ex 0102 90 59, ex 0102 90 69, ex 0102 90 79

¹ Le questionnaire est reproduit à l'annexe du document G/LIC/3.

Contingent	N°	Désignation des produits	Position(s) tarifaire(s)
Jeunes animaux mâles vivants de l'espèce bovine	2	Jeunes animaux mâles vivants de l'espèce bovine d'un poids n'excédant pas 300 kg, destinés à l'engraissement	0102 90 05, 0102 90 29, 0102 90 49
Viandes des animaux de l'espèce bovine dites de "haute qualité" et viandes de buffle congelées	3	<p>I. a) Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désossées - Viande de buffle <p>II. a) Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées</p> <p>Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées</p> <p>Abats comestibles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des animaux de l'espèce bovine, frais ou réfrigérés -- Onglets et hampes - Des animaux de l'espèce bovine, congelés -- Onglets et hampes <p>II. b) Viandes désossées des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées</p> <p>Abats comestibles des animaux de l'espèce bovine: onglets et hampes, frais ou réfrigérés</p> <p>II. c) Viandes désossées des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées</p> <p>Viandes désossées des animaux de l'espèce bovine, congelées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autre <p>Abats comestibles des animaux de l'espèce bovine:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Onglets et hampes, frais ou congelés - Onglets et hampes, congelés <p>II. d) Viandes désossées des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées</p> <p>Viandes désossées des animaux de l'espèce bovine, congelées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autre <p>Abats comestibles des animaux de l'espèce bovine:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Onglets et hampes, frais ou réfrigérés - Onglets et hampes, congelés <p>II. e) Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées ou congelées</p> <p>Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autres morceaux non désossés, autre - Désossées <p>Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autres morceaux non désossés, autre - Désossées <p>Onglets et hampes des animaux de l'espèce bovine, frais ou réfrigérés</p> <p>Onglets et hampes des animaux de l'espèce bovine, congelés</p>	<p>ex 0202 30 90</p> <p>ex 0201</p> <p>ex 0202</p> <p>ex 0206 10 95</p> <p>ex 0206 29 91</p> <p>ex 0201 30 00</p> <p>ex 0206 10 95</p> <p>ex 0201 30 00</p> <p>ex 0202 30 90</p> <p>ex 0206 10 95</p> <p>ex 0206 29 91</p> <p>ex 0201 30 00</p> <p>ex 0202 30 90</p> <p>ex 0206 10 95</p> <p>ex 0206 29 91</p> <p>ex 0201 20 90</p> <p>ex 0201 30 00</p> <p>ex 0202 20 90</p> <p>ex 0202 30</p> <p>ex 0206 10 95</p> <p>ex 0206 29 91</p>

Contingent	N°	Désignation des produits	Position(s) tarifaire(s)
		II. f) Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées ou congelées Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées: - Autres morceaux non désossés, autre - Désossées Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées: - Autres morceaux non désossés, autre - Désossées Onglets et hampes des animaux de l'espèce bovine, frais ou réfrigérés Onglets et hampes des animaux de l'espèce bovine, congelés	ex 0201 20 90 ex 0201 30 00 ex 0202 20 90 ex 0202 30 ex 0206 10 95 ex 0206 29 91
Viandes congelées des animaux de l'espèce bovine	4	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées Abats comestibles - Des animaux de l'espèce bovine, congelés -- Onglets et hampes	0202 0206 29 91
Viande de bœuf congelée destinée à la transformation	5	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées - Quartiers avant attenants ou séparés - Désossées Abats comestibles - Des animaux de l'espèce bovine, congelés -- Onglets et hampes	0202 20 30 0202 30 0206 29 91
Hampes congelées des animaux de l'espèce bovine	6	Abats comestibles - Des animaux de l'espèce bovine, congelés -- Hampes (entières)	ex 0206 29 91
Animaux vivants des espèces ovine ou caprine et viandes des animaux de ces espèces	7	Animaux vivants des espèces ovine et caprine, autres que des animaux de race pure Animaux vivants des espèces ovine et caprine, autres que des animaux de race pure Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine fraîches, réfrigérées ou congelées Viandes des animaux des espèces caprine ou bovine fraîches, réfrigérées ou congelées	ex 0104 10 ex 0104 20 ex 0104 10 ex 0104 20 0204 0204
Produits laitiers accès courant	8	Beurre, d'au moins six semaines, d'une teneur en poids de matières grasses égale ou supérieure à 80 pour cent mais inférieure à 82 pour cent, obtenu directement à partir de lait ou de crème, sans recours à des matériels stockés, selon un processus unique, autonome et ininterrompu	ex 0405 10 11 ex 0405 10 19

Contingent	N°	Désignation des produits	Position(s) tarifaire(s)
		<p>Beurre, d'au moins six semaines, d'une teneur en poids de matières grasses égale ou supérieure à 80 pour cent mais inférieure à 82 pour cent, obtenu directement à partir de lait ou de crème sans recours à des matériels stockés, selon un processus unique, autonome et ininterrompu qui est susceptible d'impliquer que la crème passe par un stade de concentration de la matière grasse butyrique et/ou de fractionnement de cette matière grasse (procédés dits "Ammix" et "de fabrication du beurre à tartiner")</p> <p>Fromages destinés à la transformation</p> <p>Cheddar en formes entières standard (meules ayant un poids net de 33 kg inclus à 44 kg inclus et les blocs de forme cubique ou parallélépipédique ayant un poids net égal ou supérieur à 10 kg), d'une teneur en matières grasses égale ou supérieure à 50 pour cent en poids de la matière sèche, d'une maturation d'au moins trois mois</p> <p>Cheddar fabriqué à partir de lait non pasteurisé, d'une teneur minimale en matières grasses égale ou supérieure à 50 pour cent, en poids de la matière sèche, d'une maturation d'au moins neuf mois, d'une valeur franco-frontière égale ou supérieure par 100 kg de poids net à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 334,20 euros en formes entières; - 354,83 euros pour les fromages d'un poids net égal ou supérieur à 500 g; - 368,58 euros pour les fromages d'un poids net inférieur à 500 g. <p>L'expression "en formes entières" s'applique:</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux meules ayant un poids net de 33 kg inclus à 44 kg inclus; - aux blocs de forme cubique ou parallélépipédique ayant un poids net égal ou supérieur à 10 kg. 	<p>ex 0405 10 30</p> <p>0406 90 01</p> <p>ex 0406 90 21</p> <p>ex 0406 90 21</p>
Produits laitiers accès minimal	9	<p>Lait écrémé en poudre</p> <p>Beurre et autres matières grasses provenant du lait</p> <p>Emmental fondu</p> <p>Emmental</p> <p>Gruyère fondu</p> <p>Gruyère, Sbrinz</p> <p>Cheddar</p> <p>Fromages destinés à la transformation</p>	<p>0402 10 19</p> <p>0405 10 11</p> <p>0405 10 19</p> <p>0405 10 30</p> <p>0405 10 50</p> <p>0405 10 90</p> <p>0405 90 10</p> <p>0405 90 90</p> <p>ex 0406 30 10</p> <p>0406 90 13</p> <p>Ex 0406 30 10</p> <p>0406 90 15</p> <p>0406 90 21</p> <p>0406 90 01</p>

Contingent	N°	Désignation des produits	Position(s) tarifaire(s)
		Fromage pour pizza, congelé, découpé en morceaux d'un poids unitaire inférieur ou égal à 1 g, dans des récipients d'un contenu net de 5 kg ou plus, d'une teneur en poids d'eau de 52 pour cent ou plus et d'une teneur en poids de graisse de la matière sèche de 38 pour cent ou plus	ex 0406 10 20 ex 0406 10 80
		Fromages frais (non affinés) y compris le fromage de lactosérum, et caillebotte autre que le fromage pour pizza	ex 0406 10 20
		Autres fromages râpés ou en poudre	ex 0406 10 80
		Autres fromages fondus	0406 20 90 0406 30 31 0406 30 39 0406 30 90
		Fromages à pâte persillée	0406 40 10 0406 40 50 0406 40 90
		Bergkäse et Appenzell	0406 90 17
		Fromage fribourgeois, vacherin mont d'or et tête de moine	0406 90 18
		Edam	0406 90 23
		Tilsit	0406 90 25
		Butterkäse	
		Kashkaval	0406 90 27
		Feta de lait de brebis ou de bufflonne	0406 90 29
		Feta, autre	0406 90 31
		Kefalotyri	0406 90 33 0406 90 35
		Finlandia	0406 90 37
		Jarlsberg	0406 90 39
		Fromages de brebis ou de bufflonne	0406 90 50
		Pecorino	ex 0406 90 63
		Autres	0406 90 69
		Provolone	0406 90 73
		Caciocavallo	ex 0406 90 75
		Danbo, fontal, fynbo, havarti, maribo, samso	ex 0406 90 76
		Gouda	0406 90 78
		Esrom, italico, kernhem, saint-paulin	ex 0406 90 79
		Cheshire, wensleydale, lancashire, double gloucester, blarney, colby, monterey	ex 0406 90 81

Contingent	N°	Désignation des produits	Position(s) tarifaire(s)
		Camembert	0406 90 82
		Brie	0406 90 84
		Excédant 47 pour cent mais n'excédant pas 52 pour cent	0406 90 86
		Excédant 52 pour cent mais n'excédant pas 62 pour cent	0406 90 87
		Excédant 62 pour cent mais n'excédant pas 72 pour cent	0406 90 88
		Excédant 72 pour cent	0406 90 93
		Autres	0406 90 99
Manioc	10	Manioc	0714 10
Racines de manioc, d'arrowroot et de salep et autres racines et tubercules similaires	11	Racines de manioc, obtenus à partir de farines et de semoules autres que sous forme de pellets Racines d'arrowroot et de salep et tubercules similaires à haute teneur en fécule	ex 0714 10 ex 0714 90
Patates douces et féculs de manioc	12	a) Patates douces - autres que destinées à la consommation humaine b) Patates douces - autres que destinées à la consommation humaine c) Fécule de manioc	0714 20 90 0714 20 90 ex 1108 14 00
Riz en brisures	13	Riz en brisures, destiné à la fabrication de produits des industries alimentaires relevant de la position tarifaire 1901 10	1006 40 00
Millet	14	Millet	1008 20 00
Sucre de canne	15	Sucre de canne, brut, destiné à être raffiné	1701 11 10
Sucres de canne ou de betterave	16	Sucres de canne ou de betterave	1701
Aulx	17	Aulx	0703 20 00
Champignons en conserve	18	Champignons en conserve	2003 10 20 2003 10 30 0711 90 40
Sons, remoulages et autres résidus	19	Sons, remoulages et autres résidus de froment et de céréales autres que de maïs et de riz, relevant des positions tarifaires	2302 30 10 2303 30 90 2302 40 10 2302 40 90
Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	20	Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	2309 90 31 2309 90 41 2309 90 51

Contingent	N°	Désignation des produits	Position(s) tarifaire(s)
Certains produits à base de viande porcine	21	Carcasses ou demi-carcasses fraîches, réfrigérées ou congelées Morceaux des animaux de l'espèce porcine domestique frais, réfrigérés ou congelés, même désossés, à l'exclusion du filet présenté séparément Longes et jambons désossés, frais, réfrigérés ou congelés Filets, frais, réfrigérés ou congelés Saucisses et saucissons, secs ou à tartiner, non cuits Autres saucisses et saucissons Conserves de viandes de l'espèce porcine domestique	0203 11 10 0203 21 10 ex 0203 ex 0203 19 55 ex 0203 29 55 ex 0203 19 55 ex 0203 29 55 1601 00 91 1601 00 99 ex 1602 41 ex 1602 42 ex 1602 49
Certains produits à base de viande porcine	22	Viande de porc, fraîche, réfrigérée ou congelée: - fraîche ou réfrigérée: --- de l'espèce porcine domestique ---- longes et morceaux de longe, non désossés - congelée: --- de l'espèce porcine domestique ---- poitrines (entrelardées) et morceaux de poitrine	 0203 19 13 0203 29 15
Produits à base de dindes et de volailles	23	Carcasses de poulets, fraîches, réfrigérées ou congelées Morceaux de poulets, frais, réfrigérés ou congelés Morceaux de coqs ou de poules -- morceaux et abats, congelés: --- morceaux ---- désossés Viandes de dindes et dindons fraîches, réfrigérées et congelées	0207 11 et 0207 12 ex 0207 11 et ex 0207 12 0207 14 10 0207 24 0207 25 0207 26 0207 27
Produits du secteur des œufs et de l'ovalbumine	24	Œufs de volailles pour la consommation, dans leur coquille Jaunes d'œufs Œufs d'oiseaux, dépourvus de leur coquille Ovalbumine	0407 00 30 0408 11 80 0408 19 81 0408 19 89 0408 91 80 0408 99 80 3502 11 90 3502 19 90
Froment (blé)	25	Blé de qualité et froment (blé) dur	ex 1001 10 50 ex 1001 90 95 ex 1001 10 00
Maïs et sorgho à grains	26	Maïs et sorgho à grains	1005 90 00 1007 00 90

Contingent	N°	Désignation des produits	Position(s) tarifaire(s)
Grains d'avoine travaillés	27	Grains d'avoine travaillés	ex 1104 22 98
Riz	28	Riz décortiqué (riz cargo ou riz brun) Riz semi-blanchi ou blanchi	1006 20 1006 30
Bananes	29	Bananes fraîches, autres que les plantains	0803 00 12
Jus de raisins et moûts de raisins	30	Jus de raisins (y compris les moûts de raisins): - d'une masse volumique excédant 1,33 g/cm ³ à 20° C: -- d'une valeur n'excédant pas 22 écus/100 kg poids net -- autres - d'une masse volumique n'excédant pas 1,33 g/cm ³ à 20° C: -- d'une valeur excédant 18 écus/100 kg poids net: --- concentrés -- d'une valeur n'excédant pas 18 écus/100 kg poids net: --- autres	2009 60 11 2009 60 19 2009 60 51 2009 60 90

3. Le régime s'applique dans la Communauté européenne aux produits susmentionnés originaires des pays tiers.

4. Voir la réponse à la question n° 1. Comme il est indiqué dans la réponse à la question n° 1, le régime de licences s'applique aux contingents tarifaires pertinents établis dans le cadre de l'OMC. La CE considère que la méthode adoptée est la plus appropriée pour administrer ces contingents tarifaires.

5. La législation pertinente pour l'administration des licences d'importation applicable aux contingents tarifaires mentionnés dans la réponse à la question n° 2 est la suivante:

Contingent	N°	Législation pertinente
Animaux vivants de l'espèce bovine	1	Règlement (CE) n° 1081/99 de la Commission du 26 mai 1999 (J.O. n° L 131), modifié par le Règlement (CE) n° 1096/2001 de la Commission du 5 juin 2001 (J.O. n° L 150, page 33).
Jeunes animaux mâles vivants de l'espèce bovine	2	Règlement (CE) n° 1095/2001 de la Commission du 5 juin 2001 (J.O. n° L 150, page 25).
Viandes des animaux de l'espèce bovine dites de "haute qualité" et viandes de buffle congelées	3	Règlement (CE) n° 936/97 de la Commission du 27 mai 1997 (J.O. n° L 137) modifié par le Règlement (CE) n° 134/1999 de la Commission du 21 janvier 1999 (J.O. n° L 17, page 22).

Contingent	N°	Législation pertinente
Viandes congelées des animaux de l'espèce bovine	4	Règlement (CE) n° 1080/2001 de la Commission du 2 juin 2001 (J.O. n° L 149, page 11).
Viande de bœuf congelée destinée à la transformation	5	Règlement (CE) n° 1065/2001 de la Commission du 31 mai 2001 (J.O. n° L 148, page 37).
Hampes congelées des animaux de l'espèce bovine	6	Règlement (CE) n° 996/97 de la Commission du 3 juin 1997 (J.O. n° L 144), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1266/98 de la Commission (J.O. n° L 175).
Animaux vivants des espèces ovine ou caprine et viandes des animaux de ces espèces	7	Règlement (CE) n° 1439/95 de la Commission du 26 juin 1995 (J.O. n° L 143), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2808/2000 de la Commission du 21 décembre 2000 (J.O. n° L 326, page 12), modifié par le Règlement (CE) n° 272/2001 de la Commission du 9 février 2001 (J.O. n° L 41, page 3).
Produits laitiers accès courant	8	Règlement (CE) n° 1374/98 de la Commission du 29 juin 1998 (J.O. n° L 185, page 21), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 594/2001 de la Commission du 27 mars 2001 (J.O. n° L 88, page 7).
Produits laitiers accès minimal	9	Règlement (CE) n° 1374/98 de la Commission du 29 juin 1998 (J.O. n° L 185, page 21), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 594/2001 de la Commission du 27 mars 2001 (J.O. n° L 88, page 7).
Manioc	10	Règlement (CE) n° 2832/2000 de la Commission du 23 décembre 2000 (J.O. n° L 328, page 15).
Racines de manioc, d'arrowroot ou de salep et autres racines et tubercules similaires	11	Règlement (CE) n° 2449/96 de la Commission du 18 décembre 1996 (J.O. n° L 333), modifié par le Règlement (CE) n° 2780/99 de la Commission du 27 décembre 1999 (J.O. n° L 344).
Patates douces et féculé de manioc	12	Règlement (CE) n° 2402/96 de la Commission du 17 décembre 1996 (J.O. n° L 327).
Riz en brisures	13	Règlement (CE) n° 2058/96 de la Commission du 28 octobre 1996 (J.O. n° L 276).
Millet	14	Règlement (CE) n° 1970/96 de la Commission du 14 octobre 1996 (J.O. n° L 261).
Sucre de canne	15	Règlement (CE) n° 1507/96 de la Commission du 29 juillet 1996 (J.O. n° L 189), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1250/97 de la Commission du 30 juin 1997 (J.O. n° L 173).
Sucres de canne ou de betterave	16	Rèlements (CE) n° 2782/76 de la Commission du 17 novembre 1976 (J.O. n° L 145, 31 mai 2001, page 35) et n° 1464/95 du 27 juin 1995 (J.O. n° L 144).
Aulx	17	Règlement (CE) n° 1047/2001 de la Commission du 30 mai 2001 (J.O. n° L 318), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1510/2001 de la Commission (J.O. n° L 200).

Contingent	N°	Législation pertinente
Champignons en conserve	18	Règlement (CE) n° 2125/95 de la Commission du 6 septembre 1995 (J.O. n° L 212), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2858/2000 de la Commission du 27 décembre 2000 (J.O. n° L 332, page 59).
Sons, remoulages et autres résidus	19	Règlement (CE) n° 1897/94 de la Commission du 27 juillet 1994 (J.O. n° L 194), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1335/95 de la Commission du 13 juin 1995 (J.O. n° L 129).
Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	20	Règlement (CE) n° 1827/96 de la Commission du 20 septembre 1996 (J.O. n° L 241).
Certains produits à base de viande porcine	21	Règlement (CE) n° 1486/95 de la Commission du 28 juin 1995 (J.O. n° L 145), modifié en dernier lieu par le Règlement n° 1006/2001 de la Commission du 23 mai 2001 (J.O. n° L 140, page 13).
Certains produits à base de viande porcine	22	Règlement (CE) n° 774 du Conseil du 29 mars 1994 (J.O. n° L 91); Règlement (CE) n° 1432/94 de la Commission du 22 juin 1994 (J.O. n° L 159), modifié en dernier lieu par le Règlement n° 1006/2001 de la Commission du 23 mai 2001 (J.O. n° L 140, page 13).
Produits à base de dindes et de volailles	23	Règlement (CE) n° 1251/96 de la Commission du 28 juin 1996 (J.O. n° L 161), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1043/2001 de la Commission du 30 mai 2001 (J.O. n° L 145, page 24).
Produits du secteur des œufs et de l'ovalbumine	24	Règlement (CE) n° 1474/95 de la Commission du 28 juin 1995 (J.O. n° L 145), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1043/2001 de la Commission du 30 mai 2001 (J.O. n° L 145, page 24).
Froment (blé)	25	Règlement (CE) n° 778/99 de la Commission du 15 avril 1999 (J.O. n° L 101).
Maïs et sorgho à grains	26	Règlement (CE) n° 1839/95 de la Commission du 26 juillet 1995 (J.O. n° L 177), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2235/2000 de la Commission du 9 octobre 2000 (J.O. n° L 256).
Grains d'avoine travaillés	27	Règlement (CE) n° 2369/96 de la Commission du 12 décembre 1996 (J.O. n° L 323), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 630/97 de la Commission du 10 avril 1997 (J.O. n° L 96).
Riz	28	Règlement (CE) n° 327/98 de la Commission du 10 février 1998 (J.O. n° L 37), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 648/98 de la Commission du 23 mars 1998 (J.O. n° L 88).
Bananes	29	Règlement (CEE) n° 404/93 du Conseil du 13 février 1993 (J.O. n° L 47), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 215/2001 du Conseil du 29 janvier 2001 (J.O. n° L 31, page 2) et par le Règlement (CE) n° 896/2001 de la Commission du 7 mai 2001 (J.O. n° L 126, page 6).
Jus de raisins et moûts de raisins	30	Règlement (CE) n° 2012/96 de la Commission du 21 octobre 1996 (J.O. n° L 269), modifié par le Règlement (CE) n° 2499/97 de la Commission du 15 décembre 1997 (J.O. n° L 345).

Le régime de licences est imposé par des dispositions réglementaires. La législation ne laisse pas à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le régime ne peut être abrogé sans l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Réponse aux questions n° 6.I à VIII et 6.XI. Les questions n° 6.IX et X sont sans objet.

Les renseignements concernant la répartition des contingents tarifaires, les formalités de dépôt des demandes de licences et la quantité de marchandises attribuée à chaque importateur sont publiés au Journal officiel des Communautés européennes (voir la réponse à la question n° 5). Il n'y a pas de dérogation aux formalités de licences. Les aspects pertinents des modalités d'application pour chaque contingent sont précisés ci-après:

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
Animaux vivants de l'espèce bovine	1	<p>Les deux contingents sont divisés en deux parties. Soixante-dix pour cent sont attribués aux importateurs de la Communauté qui peuvent apporter la preuve qu'ils ont importé des animaux visés par les contingents au cours des 36 mois précédant l'année d'importation.</p> <p>La répartition entre ces importateurs est proportionnelle à leurs importations d'animaux visés par le contingent au cours de la période allant du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 2000.</p> <p>Trente pour cent du volume sont attribués aux requérants qui peuvent apporter la preuve qu'ils ont importé entre le 1^{er} juillet 1999 et le 30 juin 2000 au moins 75 animaux vivants de l'espèce bovine relevant du code NC 0102 en provenance de pays tiers.</p> <p>L'attribution de ces 30 pour cent du volume de chaque contingent se fait sur la base des mêmes critères. Les contingents tarifaires sont ouverts du 1^{er} juillet au 30 juin de chaque année (année d'importation).</p> <p>Les requérants doivent être inscrits à un registre national de la TVA. La demande de droits d'importation ne peut être présentée qu'aux autorités compétentes de l'État membre où le requérant est inscrit au registre national de la TVA, et doit être présentée avant le 15 juin précédant l'année d'importation considérée. Les autorités compétentes de chaque État membre communiquent à la Commission toutes les demandes d'autorisation d'importation au plus tard le dixième jour ouvrable suivant la date de clôture du dépôt des demandes. La Commission évalue dans quelle mesure les demandes peuvent être acceptées. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, elle applique un pourcentage de réduction uniforme. Après notification des attributions par la Commission, les licences d'importation sont délivrées dans les meilleurs délais, au plus tard le 15 mars 2002. Les quantités pour lesquelles des licences d'importation n'ont pas été demandées à cette date font l'objet d'une nouvelle attribution.</p>
Jeunes animaux mâles vivants de l'espèce bovine	2	<p>Le volume du contingent est réparti comme suit pour les importations dans les États membres:</p> <p>a) Italie: 127 500 têtes; b) Grèce: 19 500 têtes et c) autres États membres: 22 000 têtes.</p> <p>Pour chacune des quantités indiquées aux points a) et b), les droits d'importation correspondant à 70 pour cent de la quantité sont attribués sur demande directement aux importateurs pouvant fournir la preuve qu'ils ont importé des animaux relevant du contingent tarifaire au titre des règlements visés à l'Annexe I du Règlement n° 1095/2001 de la Commission.</p> <p>Le nombre de têtes est alloué en proportion du nombre de têtes importées au titre des règlements précités.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
		<p>Trente pour cent des quantités sont attribués sur demande directement aux négociants pouvant fournir la preuve qu'ils ont, entre le 1^{er} juillet 1999 et le 30 juin 2001, exporté vers des pays tiers et/ou importé de ces pays au moins 75 animaux vivants relevant du code NC 0102 90, non compris les importations régies par les règlements visés à l'Annexe I du Règlement (CE) n° 1095/2001 du 5 juin 2001.</p> <p>Les quantités visées au point c) sont allouées à des négociants qui ont importé de pays tiers ou exporté vers ces pays au moins 75 animaux relevant du code NC 0102 90 entre le 1^{er} juillet 1999 et le 30 juin 2001. Les demandes de droits d'importation doivent être présentées en Italie pour les quantités indiquées au point a) et en Grèce pour les quantités indiquées au point b) par des requérants inscrits au registre national de la TVA. Pour les autres quantités, les demandes de droits d'importation doivent être présentées dans les États membres autres que l'Italie et la Grèce, où le requérant est inscrit au registre national de la TVA.</p> <p>Les autorités compétentes des États membres communiquent à la Commission toutes les demandes de droits d'importation au titre du point c) au plus tard le 13 juin 2001. La Commission évalue dans les meilleurs délais dans quelle mesure les demandes peuvent être acceptées. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, un coefficient de réduction est appliqué.</p> <p>En ce qui concerne les demandes au titre des points a) et b), les autorités compétentes de l'Italie et de la Grèce communiquent à la Commission, au plus tard le 4 juillet 2001, une liste des requérants et des quantités demandées.</p> <p>Les quantités restantes au 22 février 2002 donneront lieu à une nouvelle attribution des droits d'importation, sans tenir compte de l'attribution des droits d'importation entre les pays membres et du système des importateurs traditionnels/nouveaux importateurs.</p>
Viandes des animaux de l'espèce bovine dites de "haute qualité" et viandes de buffle congelées	3	<p>Le contingent tarifaire est annuel.</p> <p>Pour les États-Unis et le Canada, le contingent est administré à l'échelle communautaire et ouvert chaque mois. Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales qui, au moment de la présentation de leur demande, doivent se livrer depuis 12 mois au moins au commerce du bœuf et du veau entre les États membres ou avec des pays tiers, et être inscrites à un registre de la TVA dans un État membre.</p> <p>Pour les autres pays tiers concernés, le contingent est administré par ces pays eux-mêmes. La demande de licence d'importation doit être déposée auprès des autorités compétentes des États membres et accompagnée d'un certificat d'authenticité délivré par les autorités des pays exportateurs. Les autorités compétentes des États membres ne délivrent les licences d'importation qu'après avoir vérifié que tous les renseignements contenus dans le certificat d'authenticité sont corrects; les licences sont délivrées immédiatement après.</p>
Viandes congelées des animaux de l'espèce bovine	4	<p>Le contingent tarifaire est annuel et est ouvert le 1^{er} juillet de chaque année. Il est divisé en deux parties. La première, égale à 70 pour cent, soit 37 100 tonnes, est répartie entre les importateurs communautaires à proportion des quantités importées au titre des règlements 1042/97, 1142/98 et 995/1999 de la Commission (importateurs traditionnels). La deuxième, égale à 30 pour cent, soit 15 900 tonnes, est répartie entre les négociants qui peuvent prouver qu'ils commercent depuis un certain temps, à concurrence de certaines quantités, avec des pays tiers (nouveaux importateurs). Ce volume est attribué à proportion des quantités demandées par les négociants remplissant les conditions requises.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
		<p>Les demandes de droits d'importer doivent être présentées avant le 11 juin 2001 aux autorités compétentes de l'État membre où le requérant est inscrit au registre de la TVA. Après vérification des documents présentés, celles-ci doivent communiquer à la Commission, avant le 25 juin 2001, la liste des importateurs traditionnels et les renseignements relatifs aux quantités de viande remplissant les conditions requises qu'ils ont importées au cours de la période de référence, ainsi que la liste des requérants candidats à l'importation et les quantités demandées par ces derniers. La Commission évalue dans les meilleurs délais dans quelle mesure les demandes peuvent être acceptées. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, elle applique un coefficient de réduction fixe. Après notification des attributions par la Commission, les licences d'importation peuvent être délivrées dès que possible par les autorités compétentes des États membres. Les demandes de licences ne peuvent être déposées que dans l'État membre où le requérant a demandé des droits d'importer. Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif. Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres et de la Commission.</p>
Viande de bœuf congelée destinée à la transformation	5	<p>Le contingent tarifaire est annuel et est ouvert le 1^{er} juillet de chaque année. Il est divisé en deux: 40 000 tonnes de viande de bœuf destinée à la fabrication de conserves alimentaires et 10 700 tonnes de viande de bœuf congelée destinée à la fabrication d'autres produits transformés.</p> <p>Une demande de licence d'importation n'est valable que si elle émane ou est présentée au nom d'une personne physique ou morale qui, au cours des 12 mois précédant l'ouverture du contingent tarifaire, a fabriqué une fois au moins des produits transformés contenant de la viande bovine, et qui est inscrite à un registre national de la TVA. En outre, la demande doit émaner, ou être présentée au nom d'un établissement de transformation agréé. Pour chaque quantité indiquée ci-dessus, une seule demande de droits d'importation peut être acceptée par établissement de transformation agréé. Les demandes de droits d'importation doivent être présentées aux autorités compétentes de l'État membre, qui communiquent à la Commission une liste des requérants et des quantités demandées, accompagnée du nombre approuvé d'établissements de transformation intéressés. La Commission évalue dans les meilleurs délais dans quelle mesure les demandes peuvent être acceptées. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, un coefficient de réduction fixe est appliqué. Dans la limite des droits qui lui sont alloués, un transformateur peut demander une licence d'importation jusqu'au 22 février 2002 au plus tard. La demande doit être présentée dans l'État membre où les droits d'importation sont enregistrés. Les quantités pour lesquelles les demandes de licences d'importation n'ont pas été présentées dans ce délai font l'objet d'une nouvelle attribution de droits d'importation. Les autorités compétentes des États membres peuvent délivrer les licences d'importation immédiatement après la notification des attributions par la Commission. Les demandes de licences ne peuvent être déposées que dans l'État membre où le requérant demande les droits d'importation. Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif. Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres et de la Commission.</p>
Hampes congelées des animaux de l'espèce bovine	6	<p>Le contingent tarifaire est annuel et est ouvert le 1^{er} juillet de chaque année.</p> <p>Sur le contingent tarifaire, 700 tonnes sont attribuées à l'Argentine et 800 tonnes à d'autres pays tiers. Le pays administre lui-même le contingent attribué à l'Argentine. La demande de licence d'importation doit être déposée auprès des autorités compétentes de l'État membre et être accompagnée d'un certificat d'authenticité délivré par les autorités compétentes en Argentine. Les autorités compétentes des États membres ne délivrent les licences d'importation qu'après avoir vérifié que tous les renseignements contenus dans le certificat d'authenticité sont corrects; la licence d'importation est délivrée immédiatement après.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
		<p>Le contingent de 700 tonnes est administré à l'échelle communautaire. Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales qui, au moment de la présentation de leur demande, doivent prouver à la satisfaction des autorités compétentes de l'État membre qu'elles ont eu des échanges commerciaux concernant la viande de bœuf et de veau avec des pays non membres au moins une fois au cours des 12 mois précédents. Les requérants doivent être inscrits à un registre national de la TVA. La demande de licence d'importation doit être déposée auprès des autorités compétentes de l'État membre dans lequel le requérant est inscrit, uniquement pendant les dix premiers jours de chaque année d'importation (du 1^{er} juillet au 30 juin). Les autorités compétentes des États membres doivent communiquer à la Commission les quantités visées par les demandes le dixième jour ouvrable suivant la fin de la période prévue pour la présentation des demandes. La Commission évalue dans les meilleurs délais dans quelle mesure les demandes peuvent être acceptées. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, elle fixe un taux unique de réduction applicable à toutes les quantités faisant l'objet d'une demande. Une fois les demandes acceptées par la Commission, les licences sont délivrées aussi rapidement que possible par les autorités compétentes des États membres.</p>
Animaux vivants des espèces ovine et caprine et viandes des animaux de ces espèces	7	<p>a) Contingents tarifaires par pays établis dans le cadre de l'OMC: la demande de licence d'importation est assujettie à la présentation d'un certificat d'origine délivré par une autorité habilitée à cet effet dans le pays d'exportation. La licence d'importation est délivrée par les autorités compétentes des États membres au plus tard un jour ouvrable après la date de dépôt de la demande. Les contingents sont attribués suivant l'ordre chronologique dans lequel les demandes ont été déposées.</p> <p>b) Contingents tarifaires autres que par pays établis dans le cadre de l'OMC: les licences d'importation sont délivrées par les autorités compétentes des États membres. Les contingents tarifaires sont administrés par trimestre. Pendant chacun des trois premiers trimestres de l'année, les licences d'importation sont délivrées dans la limite d'un quart du volume du contingent. En septembre de chaque année, les autorités compétentes des États membres doivent délivrer des licences d'importation dans la limite du volume restant. Les demandes de licences ne peuvent être déposées que pendant les trois premiers trimestres de l'année et les dix premiers jours de septembre. Elles doivent être transmises à la Commission par les autorités compétentes des États membres au plus tard le seizième jour de chacun des trois premiers trimestres et le 16 septembre. La Commission doit décider avant le vingt-sixième jour de chacun des trois premiers trimestres, et avant le 26 septembre, dans quelle mesure les demandes peuvent être acceptées. Si les quantités figurant dans les demandes dépassent les quantités disponibles, elle fixe un taux de réduction unique applicable aux quantités demandées. Une fois les demandes acceptées par la Commission, les licences sont délivrées par les autorités compétentes des États membres le trentième jour de chacun des trois premiers trimestres et le 30 septembre.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
Produits laitiers accès courant	8	<p>La délivrance des licences d'importation est subordonnée à la présentation d'un certificat IMA 1 correspondant.</p> <p>Sauf dans le cas du beurre, les licences d'importation ne sont délivrées qu'après vérification, par les autorités compétentes, que certaines dispositions ont été respectées. Les autorités chargées de la délivrance des licences adressent à la Commission une copie des certificats IMA 1 qui lui ont été présentés. Elles délivrent les licences d'importation le quatrième jour ouvrable suivant, à condition que la Commission n'ait pas pris de mesures spéciales avant cette date. Les autorités compétentes chargées de la délivrance des licences conservent une copie de chaque certificat IMA 1 qui lui a été présenté.</p> <p>Des modalités particulières s'appliquent au beurre de la Nouvelle-Zélande soumis au contingent tarifaire. Aux fins d'application du contingent tarifaire, "au moins six semaines" signifie "au moins six semaines à la date à laquelle une déclaration de mise en libre pratique est présentée à la douane".</p> <p>Les demandes de licences d'importation pour ce beurre sont présentées uniquement au Royaume-Uni. Celui-ci contrôle tous les certificats IMA 1 délivrés, annulés, modifiés, rectifiés ou ayant donné lieu à la délivrance d'une copie. Il veille à ce que les quantités pour lesquelles des licences d'importation sont délivrées ne dépassent pas le contingent fixé pour chaque année d'importation.</p> <p>Une licence d'importation est utilisée pour une seule déclaration en douane de mise en libre pratique et s'applique à un seul lot. Si la quantité mise en libre pratique est inférieure à celle mentionnée dans la licence d'importation, la caution relative à la partie restante est perdue et la licence ne peut servir à importer d'autres quantités.</p> <p>Lorsqu'il n'est pas satisfait aux prescriptions en matière de composition appliquées au beurre soumis au contingent tarifaire, aucun traitement préférentiel n'est accordé pour l'ensemble du lot. Le beurre néo-zélandais importé dans la Communauté en vertu de la présente section porte, à tous les stades de sa commercialisation, l'indication de son origine néo-zélandaise sur son emballage et sur la ou les factures correspondantes.</p> <p>Lorsque le beurre néo-zélandais est mélangé avec du beurre communautaire, et que ce beurre mélangé est destiné à la consommation directe et est conditionné dans des emballages de 500 grammes au plus, l'indication de l'origine néo-zélandaise figure uniquement sur la facture correspondante.</p>
Produits laitiers accès minimal	9	<p>Les requérants doivent prouver, à la satisfaction des autorités compétentes de l'État membre concerné, qu'ils ont régulièrement importé dans la Communauté et/ou exporté à partir de la Communauté du lait ou des produits laitiers depuis les 12 derniers mois. Toutefois, les détaillants ou restaurateurs vendant leurs produits au consommateur final ne peuvent pas bénéficier de ce régime.</p> <p>La demande de licence doit porter au minimum sur 10 tonnes et au maximum sur 25 pour cent de la quantité disponible pour le produit ou les produits concernés pour chaque période visée à l'article 12, paragraphe 2), pour laquelle la demande de licence est déposée.</p> <p>La demande de licence et la licence comportent:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la mention du pays d'origine (la licence oblige à importer du pays indiqué); b) la description détaillée du produit, et notamment: <ul style="list-style-type: none"> i) la matière première utilisée, ii) la teneur de la matière grasse en poids (%) de la matière sèche,

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
		<p>iii) la teneur en poids (%) en eau dans la matière non grasse,</p> <p>iv) la teneur poids (%) de matières grasses;</p> <p>c) la mention "Règlement CE n° 1374/98; article 12";</p> <p>d) le taux de droit applicable.</p> <p>La licence oblige à importer du pays indiqué. Les demandes de licences ne peuvent être déposées que pendant les dix premiers jours de chaque trimestre. Elles ne sont recevables que dans la mesure où le requérant déclare, par écrit, qu'il n'a pas présenté, et s'engage à ne pas présenter, d'autres demandes sous le régime à l'importation. Cette interdiction s'applique à la période en cours, au même produit par code dans l'État membre dans lequel la demande est présentée ou dans d'autres États membres. En cas de présentation par le même intéressé de différentes demandes concernant le même produit, toutes ses demandes sont irrecevables.</p> <p>Les États membres communiquent à la Commission, le cinquième jour ouvrable suivant celui de la fin de la période de dépôt des demandes, les demandes introduites pour chacun des produits. Cette communication comprend la liste des requérants ainsi que les quantités demandées par le code de la nomenclature combinée. Toutes les communications, y compris la communication "néant", sont effectuées par message télex ou par télécopie, le jour ouvrable prévu.</p> <p>La Commission décide, dans les meilleurs délais, dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes déposées et en informe les États membres. La licence est délivrée dans un délai maximal de trois jours ouvrables suivant la notification aux États membres de la décision de la Commission aux requérants dont les demandes ont été communiquées.</p> <p>Dans les cas où les quantités pour lesquelles des licences ont été demandées dépassent les quantités fixées, la Commission peut appliquer un coefficient d'attribution aux quantités demandées. Dans le cas où la quantité globale faisant l'objet des demandes est inférieure à la quantité disponible, la Commission détermine la quantité restante qui s'ajoute à la quantité disponible de la période suivante de la même année d'importation.</p> <p>Si le coefficient d'attribution est inférieur à 0,8000, les requérants peuvent renoncer à leur demande et obtenir la restitution de leur caution. Les autorités compétentes communiquent à la Commission, dans les quatre jours ouvrables suivant la publication de la décision de la Commission, les quantités auxquelles les requérants ont renoncé.</p> <p>Les licences d'importation peuvent, dans certaines conditions, être transférées.</p>
Manioc	10	<p>Le contingent tarifaire est annuel. Les importations dans le cadre du contingent sont subordonnées à la présentation d'une licence d'importation délivrée sur présentation, à la Communauté européenne, d'un certificat d'exportation, lui-même délivré par le Département du commerce extérieur du Ministère du commerce de la Thaïlande. Les demandes de licences d'importation doivent être présentées, avec le certificat d'exportation, aux autorités compétentes des États membres. La licence d'importation doit être délivrée le cinquième jour ouvrable suivant la date de présentation de la demande, sauf si la Commission a informé les autorités compétentes des États membres que les conditions énoncées dans la législation pertinente ne sont pas remplies.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
Racines de manioc, d'arrowroot, de salep et autres racines et tubercules similaires	11	Le contingent est annuel et administré sur la base de l'année civile. L'importation de produits dans le cadre du contingent tarifaire est subordonnée à la présentation d'une licence d'importation délivrée sur présentation d'un certificat d'origine, sauf s'il s'agit de produits originaires de Chine. D'autre part, pour les produits originaires d'Indonésie et de Chine, la demande de licence doit être accompagnée d'une licence d'exportation délivrée par les autorités compétentes de ces pays. Les demandes de licences d'importation doivent être présentées aux autorités compétentes des États membres, qui notifient à la Commission les demandes présentées le lendemain du jour de leur présentation. Les autorités compétentes délivrent les licences d'importation sauf si la Commission les informe que les conditions énoncées dans la législation pertinente ne sont pas remplies.
Patates douces et féculé de manioc	12	Le contingent tarifaire est annuel. Les demandes de licences doivent être présentées aux autorités compétentes de l'État membre un mardi, ou, s'il s'agit d'un jour non ouvrable, le premier jour ouvrable suivant. Les demandes de licences et les licences doivent indiquer le pays d'origine, et la licence oblige à importer depuis ce pays. Les demandes de licences concernant les patates douces originaires de Chine doivent être accompagnées d'un certificat d'exportation délivré par le gouvernement chinois. Les autorités compétentes des États membres sont tenues d'informer la Commission, le jour suivant la date de dépôt des demandes, des demandes qui ont été présentées. La Commission détermine dans quelle mesure les demandes de licences sont acceptées et en informe les autorités compétentes des États membres. Si les quantités figurant dans les demandes dépassent les quantités disponibles, la Commission applique un taux uniforme de réduction qui fera l'objet d'une notification. Les autorités compétentes délivrent les licences d'importation dès qu'elles sont informées de la décision prise par la Commission.
Riz en brisures	13	<p>Le contingent tarifaire est annuel. Les demandes de licences d'importation doivent être accompagnées de la preuve que le requérant est une personne physique ou morale exerçant une activité commerciale dans le secteur du riz depuis au moins 12 mois, et qu'il est immatriculé dans l'État membre dans lequel la demande est présentée. Les autorités compétentes des États membres doivent informer la Commission, le jour de leur dépôt, des demandes de licences présentées. Les licences d'importation sont délivrées le onzième jour ouvrable suivant le jour de dépôt de la demande, à condition que les quantités demandées ne dépassent pas le volume du contingent tarifaire. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, la Commission en acceptera une certaine proportion selon un taux unique qu'elle fixera et en avisera les autorités compétentes des États membres.</p> <p>Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence d'importation a été présentée, et de la Commission.</p> <p>Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif.</p>
Millet	14	Le contingent tarifaire est annuel. Les demandes de licences d'importation doivent être accompagnées de la preuve que le requérant est une personne physique ou morale exerçant une activité commerciale dans le secteur des céréales depuis au moins 12 mois et qu'il est enregistré dans l'État membre où la demande est présentée. Les demandes de licences d'importation doivent être présentées aux autorités compétentes des États membres le deuxième lundi ouvrable de chaque mois. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, la Commission en acceptera une certaine proportion selon un taux unique qu'elle fixera avant le troisième jour ouvrable suivant la date de présentation des demandes. Les licences d'importation sont délivrées par les autorités compétentes des États membres le cinquième jour ouvrable suivant le jour de dépôt des demandes.

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
		<p>Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence a été présentée, ainsi que de la Commission.</p> <p>Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif.</p>
Sucre de canne	15	<p>Le contingent tarifaire est annuel. Les demandes de licences d'importation doivent être présentées par le raffineur aux autorités compétentes de l'État membre d'importation concerné, et être accompagnées d'une déclaration par laquelle le requérant s'engage à raffiner la quantité de sucre en question avant le 1^{er} juillet suivant la date d'importation. Les autorités compétentes des États membres doivent informer la Commission des demandes présentées dans l'ordre dans lequel elles ont été enregistrées. La Commission doit faire connaître aux États membres, dans les meilleurs délais, les quantités qui peuvent être allouées aux importateurs. Les licences d'importation sont délivrées par les autorités compétentes des États membres. Le raffineur demandeur doit, dans les trois mois suivant la fin du délai prévu pour le raffinage, apporter à l'État membre qui a délivré la licence la preuve du raffinage, qui doit être reconnue par celui-ci. L'admission au bénéfice du contingent tarifaire est subordonnée à la présentation, au moment de la mise en libre pratique, d'un certificat d'origine du pays tiers concerné. L'importation du sucre brut doit se faire dans l'État membre qui a délivré la licence d'importation. Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence d'importation a été présentée, du pays d'exportation et de la Commission.</p>
Sucres de canne ou de betterave	16	<p>Le contingent tarifaire est annuel. Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales inscrites à un registre de la TVA. Les licences d'importation sont délivrées par les autorités compétentes des États membres. L'octroi de licences d'importation pour le volume du contingent attribué à l'Inde est subordonné à la présentation d'un certificat d'authenticité délivré par le pays exportateur; l'octroi de licences d'importation pour le volume du contingent réservé aux pays ACP est subordonné à la présentation d'un certificat de circulation EUR 1 délivré par le pays exportateur. Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence d'importation a été présentée, du pays d'exportation et de la Commission.</p>
Aulx	17	<p>Le contingent tarifaire est annuel mais il est administré sur une base trimestrielle (soit quatre trimestres à compter du mois de juin de chaque année). Les contingents tarifaires sont attribués respectivement à la Chine, à l'Argentine et à tous les autres pays considérés comme un groupe. Les importations au titre du contingent tarifaire sont subordonnées à la présentation d'une licence d'importation de type A, délivrée après présentation de la demande aux autorités compétentes des États membres. Celles-ci informent la Commission de toutes les demandes reçues le lendemain du jour où les demandes ont été présentées. Les licences d'importation sont délivrées le cinquième jour ouvrable suivant le jour de la présentation des demandes, à condition qu'aucune mesure spéciale n'ait été prise par la Commission dans l'intervalle. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles pour un trimestre donné, la Commission fixe un taux de réduction uniforme applicable aux demandes en question et interrompt la délivrance des licences pour les demandes ultérieures pour le trimestre en question. Les quantités sont allouées comme suit: 70 pour cent aux importateurs traditionnels et 30 pour cent aux nouveaux importateurs. La durée de validité des licences d'importation est de trois mois à compter du jour de leur délivrance effective. Les droits découlant des licences A (délivrées dans le cadre de contingents tarifaires) ne sont pas cessibles. Les licences de type B (importations hors contingents tarifaires) sont délivrées immédiatement, sans délai ni restrictions quantitatives.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
Champignons en conserve	18	<p>Le contingent tarifaire est annuel. Le contingent tarifaire, c'est-à-dire le volume alloué à la Chine, d'une part, et aux autres pays, d'autre part, est réparti comme suit: 95 pour cent pour les importateurs traditionnels et 5 pour cent pour les nouveaux importateurs. Cependant, cette condition n'est pas applicable aux quantités allouées à la Bulgarie et à la Roumanie. Les demandes de licences d'importation doivent être présentées aux autorités compétentes des États membres, qui doivent en informer la Commission. Les licences d'importation sont délivrées le cinquième jour ouvrable suivant la date de dépôt des demandes, à condition que la Commission n'ait pris aucune mesure spéciale dans l'intervalle. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, la Commission attribue la réserve excédentaire du contingent tarifaire. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles après attribution de la réserve, elle fixe un taux de réduction uniforme applicable aux demandes en question et interrompt la délivrance des licences pour les demandes ultérieures. En ce qui concerne les importations en provenance de Chine, l'admission au bénéfice du contingent tarifaire est subordonnée à la présentation, au moment de la mise en libre pratique, d'un certificat d'origine de la Chine. En ce qui concerne les importations en provenance de Bulgarie et de Roumanie, l'admission au bénéfice du contingent tarifaire est subordonnée à la présentation, au moment de la mise en libre pratique, d'un certificat EUR 1. Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles les demandes de licences ont été présentées, du pays d'exportation et de la Commission.</p>
Sons, remoulages et autres résidus	19	<p>Le contingent tarifaire est annuel. Les demandes de licences d'importation doivent être présentées le premier lundi de chaque mois aux autorités compétentes des États membres qui, le même jour, informent la Commission des demandes présentées. Si les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, la Commission fixe, au plus tard, le troisième jour ouvrable suivant la présentation des demandes, un coefficient unique de réduction applicable aux quantités demandées. Les licences d'importation sont délivrées le cinquième jour suivant la date de dépôt des demandes. Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles les demandes de licences d'importation ont été présentées, ainsi que de la Commission. Les importateurs ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif.</p>
Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	20	<p>Le contingent tarifaire est annuel. Les demandes de licences d'importation doivent être présentées le premier jour ouvrable de chaque semaine aux autorités compétentes des États membres qui, le même jour, informent la Commission des demandes qui leur ont été présentées. Si les quantités demandées dépassent le volume du contingent disponible, la Commission fixe un coefficient de réduction unique applicable à ces quantités. Au plus tard le vendredi suivant la date de dépôt des demandes, elle informe les États membres de la suite donnée aux demandes de licences. Dès qu'elles reçoivent la notification de la Commission, les autorités compétentes des États membres délivrent les licences d'importation. Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres et de la Commission. Les importateurs ne s'adressent qu'à un seul organe administratif.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
Certains produits à base de viande porcine	21	<p>Le contingent tarifaire est annuel et est ouvert chaque trimestre.</p> <p>Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales qui, au moment de la présentation de leur demande, doivent prouver à la satisfaction des autorités compétentes des États membres qu'elles effectuent avec des pays tiers des échanges de produits à base de viande porcine depuis au moins 12 mois. Les détaillants et restaurateurs qui vendent leurs produits au consommateur final ne peuvent pas bénéficier de ce régime. Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence d'importation a été présentée, et de la Commission.</p> <p>Les demandes de licences peuvent être présentées pendant les sept premiers jours du mois précédant la période contingente trimestrielle (1^{er} juillet, 1^{er} octobre, 1^{er} janvier et 1^{er} avril) aux autorités compétentes des États membres. Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif. Les autorités compétentes des États membres doivent informer la Commission des demandes présentées le troisième jour ouvrable suivant la fin de la période prévue pour leur présentation. Les demandes sont examinées simultanément par la Commission, qui décide dans les meilleurs délais quelles quantités peuvent être attribuées par rapport aux quantités demandées. Si celles-ci dépassent les quantités disponibles, la Commission en acceptera une certaine proportion selon un taux unique qu'elle fixera. Dans le cas où ce pourcentage est inférieur à 5 pour cent, il est possible que la Commission n'attribue pas les quantités demandées et restitue les cautions. La Commission calcule les quantités restantes et les ajoute à la quantité disponible pour la période suivante de la même année.</p>
Certains produits à base de viande porcine	22	<p>Le contingent tarifaire est annuel et est ouvert chaque trimestre.</p> <p>Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales et qui, au moment de la présentation de leur demande, doivent prouver à la satisfaction des autorités compétentes des États membres qu'elles effectuent avec des pays tiers des échanges de produits à base de viande porcine depuis au moins 12 mois. Les détaillants et les restaurateurs qui vendent leurs produits au consommateur final ne peuvent pas bénéficier de ce régime. Les importations sont connues seulement de la Commission et des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence d'importation a été présentée.</p> <p>Les demandes de licences peuvent être présentées pendant les sept premiers jours du mois précédant la période contingente trimestrielle (1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre) aux autorités compétentes des États membres. Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif. Les autorités compétentes des États membres doivent informer la Commission des demandes présentées le troisième jour ouvrable suivant la fin de la période prévue pour leur présentation. Les demandes sont examinées simultanément par la Commission, qui décide dans les meilleurs délais quelles quantités peuvent être attribuées par rapport à celles demandées. Si celles-ci dépassent les quantités disponibles, la Commission en acceptera une certaine proportion selon un taux unique qu'elle fixera. Dans le cas où ce pourcentage est inférieur à 5 pour cent, il est possible que la Commission n'attribue pas les quantités demandées et restitue les cautions. La Commission calcule les quantités restantes et les ajoute à la quantité disponible pour la période suivante de la même année.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
Produits à base de dindes et de volailles	23	<p>Le contingent tarifaire est annuel et est ouvert chaque trimestre.</p> <p>Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales qui, au moment de la présentation de leur demande, doivent prouver à la satisfaction des autorités compétentes des États membres qu'elles ont importé au moins 50 tonnes de produits relevant du Règlement (CEE) n° 2777/75 au cours de chacune des deux années civiles précédant l'année où elles déposent leur demande. Les détaillants et les restaurateurs qui vendent leurs produits au consommateur final ne peuvent pas bénéficier de ce régime. Les importations sont connues seulement de la Commission et des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence d'importation a été présentée. Les demandes de licences doivent être présentées aux autorités compétentes de l'État membre dans lequel le requérant est établi ou a son siège social. Elles peuvent être présentées pendant les sept premiers jours du mois précédant la période contingente trimestrielle (1^{er} juillet, 1^{er} octobre, 1^{er} janvier et 1^{er} avril) aux autorités compétentes des États membres. Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif. Les autorités compétentes des États membres doivent informer la Commission des demandes présentées le cinquième jour ouvrable suivant la fin de la période prévue pour leur présentation. Les demandes sont examinées simultanément par la Commission, qui décide dans les meilleurs délais quelles quantités peuvent être attribuées par rapport aux quantités demandées. Si celles-ci dépassent les quantités disponibles, la Commission en acceptera une certaine proportion selon un taux unique qu'elle fixera. Dans le cas où ce pourcentage est inférieur à 5 pour cent, il est possible que la Commission n'attribue pas les quantités demandées et restitue les cautions. La Commission calcule les quantités restantes et les ajoute à la quantité disponible pour la période suivante de la même année.</p>
Produits du secteur des œufs et de l'ovalbumine	24	<p>Le contingent tarifaire est annuel et est ouvert chaque trimestre.</p> <p>Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales qui, au moment de la présentation de leur demande, doivent prouver à la satisfaction des autorités compétentes des États membres qu'elles ont importé au moins 50 tonnes (équivalent œufs en coquilles) de produits relevant du Règlement (CEE) n° 2771/75 (à l'exclusion des œufs d'incubation) et du Règlement (CEE) n° 2783/85 au cours de chacune des deux années civiles précédant l'année où elles déposent leur demande, ou qui sont agréées conformément à l'article 6 1) de la Directive du Conseil n° 89/437/CEE (Journal officiel n° L 212 du 22 juillet 1989) relative au traitement des ovoproduits. Les détaillants et les restaurateurs qui vendent leurs produits au consommateur final ne peuvent pas bénéficier de ce régime. Les importations sont seulement connues des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence d'importation a été présentée et de la Commission. Les demandes de licences doivent être présentées aux autorités compétentes de l'État membre dans lequel le requérant est établi ou a son siège social. Elles peuvent être présentées au cours des sept premiers jours du mois suivant la période contingente trimestrielle (1^{er} juillet, 1^{er} octobre, 1^{er} janvier et 1^{er} avril) aux autorités compétentes des États membres. Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif. Les autorités compétentes des États membres doivent informer la Commission des demandes présentées le cinquième jour ouvrable suivant la fin de la période prévue pour leur présentation. Les demandes sont examinées simultanément par la Commission, qui décide dans les meilleurs délais quelles quantités peuvent être attribuées par rapport aux quantités demandées. Si celles-ci dépassent les quantités disponibles, la Commission en acceptera une certaine proportion selon un taux unique qu'elle fixera. Dans le cas</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
		où ce pourcentage est inférieur à 5 pour cent, il est possible que la Commission n'attribue pas les quantités demandées et restitue les cautions. La Commission calcule les quantités restantes et les ajoute à la quantité disponible pour la période suivante de la même année. Les licences sont délivrées dans les meilleurs délais après que la Commission a pris sa décision.
Froment (blé)	25	<p>Le contingent tarifaire est annuel.</p> <p>Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales qui, au moment de la présentation de leur demande, doivent prouver à la satisfaction des autorités compétentes des États membres qu'elles exercent une activité commerciale dans le secteur des céréales depuis au moins 12 mois, et qu'elles sont immatriculées dans l'État membre où la demande est présentée. En outre, les requérants doivent fournir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la preuve, sous la forme de l'original du document délivré une seule fois par les autorités douanières du lieu de mise en libre pratique, que les marchandises auxquelles se rapporte la licence d'importation sont détenues par le requérant dans la Communauté et sont prêtes pour l'importation pendant la période fixée à l'avance par la Commission, et - la preuve que la qualité des marchandises satisfait aux critères énoncés à l'annexe du Règlement (CE) n° 778/1999, sous la forme d'un certificat d'analyse établi par une société de surveillance montrant que le blé dont il s'agit est de qualité adéquate, ou d'un certificat de qualité reconnu par la Commission conformément à l'article 6 du Règlement (CE) n° 1249/96. <p>Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence d'importation a été présentée, et de la Commission.</p> <p>Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif.</p> <p>Les autorités compétentes des États membres doivent informer la Commission dans les deux jours ouvrables suivant le dernier jour de présentation des demandes (fin d'une période d'au moins 45 jours). Les demandes sont examinées simultanément par la Commission. Si les quantités pour lesquelles des licences ont été demandées dépassent les quantités disponibles, la Commission notifie aux États membres dans un délai de trois jours ouvrables suivant la fin de la période de présentation des demandes le taux de réduction qu'ils devront appliquer, lors de la délivrance des licences, aux quantités demandées. Les licences d'importation sont délivrées par les autorités compétentes des États membres.</p>
Maïs et sorgho à grains	26	<p>Les demandes de licences doivent être accompagnées de l'engagement écrit du requérant de constituer, au plus tard lors de la délivrance de la licence, une garantie de bonne fin dont le montant par tonne est égal à celui de la réduction uniforme des droits accordée ou à celui de la réduction proposée dans l'offre. Une demande n'est recevable que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - si elle ne dépasse pas la quantité maximale disponible pour chaque délai de dépôt des demandes, et - si elle est accompagnée de la preuve de l'exercice d'une activité commerciale extérieure dans le secteur des céréales dans l'État membre d'importation.

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
		<p>Lorsqu'une réduction uniforme a été adoptée par la Commission, les licences sont effectivement délivrées, dans la limite des quantités disponibles au plus tard le vendredi suivant la date limite de présentation des demandes. Au cas où les demandes introduites au titre d'une semaine portent sur des quantités dépassant la partie des contingents tarifaires du maïs et du sorgho en Espagne restant à importer, les quantités pour lesquelles les licences sont délivrées sont obtenues par l'application d'un pourcentage unique de réduction aux quantités indiquées dans les demandes.</p> <p>En cas d'adjudication de la réduction, les licences sont effectivement délivrées à condition que l'adjudicataire ait déposé la demande de licence d'importation dans des délais prescrits.</p> <p>Les autorités compétentes informent la Commission des quantités pour lesquelles des licences ont été délivrées au cours d'une semaine, au plus tard le troisième jour ouvrable de la semaine suivante.</p> <p>Pour la détermination de leur durée de validité, les licences d'importation sont réputées délivrées le dernier jour du délai fixé pour le dépôt de l'offre ou de la demande.</p>
Grains d'avoine travaillés	27	<p>Le contingent tarifaire est annuel.</p> <p>Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales qui, au moment de la présentation de leur demande, doivent prouver à la satisfaction des autorités compétentes des États membres qu'elles exercent une activité commerciale dans le secteur des céréales depuis au moins 12 mois, et qu'elles sont immatriculées dans l'État membre où la demande est présentée.</p> <p>Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence d'importation a été présentée, et de la Commission.</p> <p>Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif.</p> <p>Les demandes de licences d'importation doivent être présentées aux autorités compétentes des États membres le deuxième lundi ouvrable de chaque mois. Une quantité de 1 000 tonnes est mise à disposition à cet effet chaque mois jusqu'à ce que le volume du contingent soit épuisé. Les quantités inutilisées au cours d'un mois donné sont reportées au mois suivant, jusqu'à la fin de la campagne de commercialisation. Les autorités compétentes des États membres doivent informer la Commission des demandes présentées dans un délai de deux jours ouvrables suivant la date limite de dépôt des demandes. Les demandes sont examinées simultanément par la Commission. Lorsque la quantité totale demandée dépasse la quantité de produits pouvant être importée durant la période en question, la Commission notifie aux États membres (dans un délai de trois jours ouvrables) le taux de réduction qu'ils devront appliquer, lors de la délivrance des licences, aux quantités demandées. Les licences d'importation sont alors délivrées dans un délai de trois jours ouvrables.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
Riz	28	<p>Le contingent tarifaire est annuel.</p> <p>Les demandes de licences d'importation doivent émaner de personnes physiques ou morales qui, pendant une des trois années précédant la date de présentation de la demande, ont exercé une activité commerciale dans le secteur du riz ou ont présenté des demandes de licences d'importation dans le secteur du riz, et sont immatriculées dans l'État membre dans lequel la demande a été présentée.</p> <p>Les importations sont connues seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande de licence d'importation a été présentée, et de la Commission.</p> <p>Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif.</p> <p>Les demandes de licences d'importation doivent être présentées aux autorités compétentes des États membres pendant les dix premiers jours ouvrables du premier mois correspondant à une tranche trimestrielle. Les licences d'importation sont délivrées au titre de tranches trimestrielles spécifiques, par pays d'origine. Les quantités inutilisées au titre d'une tranche sont reportées à la tranche suivante du contingent en question. Les quantités qui ne sont pas couvertes par des licences en septembre sont mises à disposition dans le cadre d'une tranche supplémentaire en octobre.</p> <p>Les autorités compétentes des États membres doivent informer la Commission des demandes présentées dans un délai de deux jours ouvrables suivant la date limite de dépôt des demandes.</p> <p>Dans les dix jours suivant la date limite à laquelle les États membres doivent informer la Commission, celle-ci décide dans quelle mesure les demandes peuvent être acceptées. Lorsque les quantités demandées dépassent les quantités mises à disposition pour la tranche et le pays d'origine considérés, la Commission fixe un pourcentage de réduction. Elle détermine aussi les quantités disponibles au titre de la tranche suivante. Les licences d'importation sont délivrées dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la date de publication de cette décision.</p>
Bananes	29	<p>Le contingent tarifaire est annuel et est ouvert chaque trimestre.</p> <p>Le contingent tarifaire est alloué à raison de 83 pour cent aux opérateurs traditionnels et de 17 pour cent aux opérateurs non traditionnels.</p> <p>Par "<u>opérateur traditionnel</u>", on entend l'agent économique, personne physique ou morale, agent individuel ou groupement, établi dans la Communauté pendant la période qui détermine sa quantité de référence qui, pour son propre compte, a réalisé l'achat d'une quantité minimale de bananes originaires des pays tiers auprès des producteurs ou, le cas échéant, la production, suivi de leur expédition et de leur vente dans la Communauté. Cette opération est dénommée "importation primaire". La quantité minimale est de 250 tonnes réalisées pendant l'une des années de la période de référence. La quantité minimale est de 20 tonnes lorsque la commercialisation ou l'importation porte exclusivement sur des bananes d'une longueur inférieure ou égale à 10 centimètres.</p> <p>Par "<u>opérateur traditionnel A/B</u>", on entend l'opérateur traditionnel qui a réalisé la quantité minimale d'importations primaires de "bananes États tiers" et/ou de bananes "non traditionnelles ACP" selon les définitions données par l'article 16 du Règlement (CEE) n° 404/93 dans la version modifiée par le Règlement (CE) n° 1637/98(8).</p> <p>Par "<u>opérateur traditionnel C</u>", on entend l'opérateur traditionnel qui a réalisé la quantité minimale d'importations primaires de "bananes traditionnelles ACP" selon la définition donnée par l'article 16 précité dans la version modifiée par le Règlement (CE) n° 1637/98.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
		<p><u>La quantité de référence de chaque opérateur traditionnel A/B</u> est établie, sur simple demande écrite de l'opérateur présentée au plus tard le 11 mai 2001, sur la base de la moyenne des importations primaires de bananes États tiers et/ou de bananes non traditionnelles ACP pendant les années 1994, 1995 et 1996 prises en compte au titre de l'année 1998 pour la gestion du contingent tarifaire d'importation de bananes originaires des pays tiers et des quantités non traditionnelles ACP, conformément aux dispositions de l'article 19 2) du Règlement (CEE) n° 404/93 applicables en 1998 pour la catégorie d'opérateurs visés au paragraphe 1 a) du même article.</p> <p><u>La quantité de référence de chaque importateur traditionnel C</u> est établie, sur simple demande écrite de l'opérateur présentée au plus tard le 11 mai 2001, sur la base de la moyenne des importations primaires de bananes traditionnelles ACP pendant les années 1994, 1995 et 1996 réalisées dans le cadre des quantités traditionnelles de bananes des États ACP, au titre de l'année 1998.</p> <p>Les États membres informent la Commission du total des quantités de référence. Compte tenu des renseignements reçus, et en fonction des quantités disponibles des contingents tarifaires A/B et C, la <u>Commission fixe un coefficient d'adaptation</u> à appliquer à la quantité de référence de chaque opérateur. Les autorités compétentes notifient à chaque opérateur sa quantité de référence ajustée du coefficient d'adaptation. La Liste des autorités compétentes dans chaque État membre figure à l'annexe du Règlement.</p> <p><u>"Les opérateurs non traditionnels"</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) ont exercé une activité commerciale à l'importation dans la Communauté de bananes fraîches du Code NC 0803 00 19 pour leur propre compte et à titre autonome pendant l'une des deux années qui précèdent immédiatement l'année au titre de laquelle l'immatriculation est demandée; b) ont réalisé au titre de cette activité des importations d'une valeur déclarée en douane égale ou supérieure à 1 200 000 euros pendant la période déterminée au point a); et c) n'ont pas de quantité de référence comme opérateurs traditionnels dans le cadre du contingent tarifaire. <p>Un opérateur peut être <u>immatriculé</u>, dans un seul État membre de son choix, comme opérateur non traditionnel au titre du contingent tarifaire A/B et/ou du contingent tarifaire C.</p> <p>Un opérateur traditionnel au titre d'un contingent tarifaire peut être immatriculé comme opérateur non traditionnel dans le contingent tarifaire au titre duquel il n'a pas de quantité de référence.</p> <p>Toutefois, un opérateur traditionnel C ne peut être immatriculé comme opérateur non traditionnel au titre du contingent tarifaire A/B que s'il apporte la preuve qu'il a réalisé une activité d'importation de bananes États tiers et/ou de bananes non traditionnelles ACP pour la valeur déclarée en douane mentionnée au point b).</p> <p>Aux fins de son <u>immatriculation</u>, l'opérateur adresse les pièces justificatives pertinentes aux autorités compétentes. Les demandes d'immatriculation sont introduites chaque année avant le 1^{er} octobre.</p> <p>Afin d'obtenir la <u>reconduction de son immatriculation</u>, l'opérateur doit apporter aux autorités compétentes la preuve qu'il a importé effectivement, pour son propre compte, au moins 50 pour cent de la quantité qui lui a été allouée pour l'année en cours. Ce pourcentage est de 30 pour cent en vue de la reconduction de l'immatriculation pour l'année 2002.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
		<p>La <u>demande de reconduction</u>, introduite chaque année avant le 1^{er} octobre, est accompagnée d'une copie des licences d'importation utilisées, et de la preuve du paiement des droits de douane applicables le jour de l'accomplissement des formalités douanières d'importation, ainsi que d'une copie du ou des certificats d'importation délivrés pour le trimestre en cours.</p> <p>En même temps que leur demande d'immatriculation ou de reconduction de leur immatriculation, les opérateurs concernés introduisent une demande d'<u>allocation annuelle</u>. Cette demande:</p> <ol style="list-style-type: none"> ne peut pas indiquer une quantité supérieure à 12,5 pour cent de la quantité globale allouée annuellement aux opérateurs non traditionnels; et doit être accompagnée de la preuve de la constitution d'une caution de 150 euros par tonne pour la quantité demandée. Cette caution est restituée progressivement au prorata des quantités effectivement importées, pour lesquelles l'opérateur apporte les preuves de l'expédition et du déchargement sur le territoire douanier de la Communauté. <p>Les opérateurs traditionnels A/B ne peuvent introduire de <u>demandes de licences d'importation</u> que dans le cadre du contingent tarifaire A/B. Les opérateurs traditionnels C ne peuvent introduire de demandes de licences d'importation que dans le cadre du contingent tarifaire C. Les opérateurs traditionnels peuvent introduire des demandes de licences au titre de l'autre contingent tarifaire s'ils sont immatriculés comme opérateurs non traditionnels pour ce contingent tarifaire.</p> <p>Les opérateurs non traditionnels peuvent introduire des demandes de licences d'importation dans le cadre des contingents tarifaires A/B ou C, ou dans les deux s'ils sont immatriculés au titre des contingents A/B et C.</p> <p>Pour les trois premiers trimestres, une quantité indicative, exprimée par un pourcentage uniforme des quantités disponibles pour chacun des contingents tarifaires, peut être fixée pour la délivrance des licences d'importation. Il peut être prévu que la ou les demandes de licences présentées par un opérateur ne doivent pas porter globalement sur une quantité supérieure à un certain pourcentage, selon le cas, de la quantité de référence.</p> <p>Les demandes de licences d'importation sont introduites, pour chaque trimestre, auprès des autorités compétentes de l'État membre indiquées à l'annexe du Règlement, au cours des sept premiers jours du mois qui précède le trimestre au titre duquel les licences sont délivrées. Les demandes de licences d'importation sont introduites, auprès des autorités compétentes de l'État membre qui a établi la quantité de référence, en ce qui concerne l'opérateur traditionnel, et de l'État membre où l'opérateur est enregistré, en ce qui concerne l'opérateur non traditionnel.</p> <p>Les autorités compétentes communiquent à la Commission les quantités qui font l'objet de demandes de licences, dans les deux jours ouvrables qui suivent la fin de la période de l'introduction des demandes.</p> <p>Les autorités compétentes <u>délivrent les licences d'importation</u> au plus tard le 23 du mois d'introduction de la demande.</p> <p>Les licences d'importation ont une <u>durée de validité</u> qui commence à la date de la délivrance effective et expirent le septième jour du quatrième mois qui suit le mois de leur délivrance. Le jour de la délivrance effective est compté dans le délai de validité de la licence. Les <u>quantités non utilisées</u> d'une licence sont réattribuées, sur sa demande, au même opérateur – selon le cas le titulaire ou le cessionnaire de cette licence – au titre du trimestre suivant, mais toutefois au cours de l'année de délivrance de la première licence.</p>

Contingent	N°	Description succincte des modalités d'application
		<p>La caution relative à la première licence reste acquise au prorata des quantités non utilisées.</p> <p>Les droits découlant des <u>licences sont transmissibles</u>, dans des conditions bien définies, au profit d'un seul opérateur cessionnaire. La transmission des droits peut être effectuée exclusivement:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) entre des opérateurs traditionnels, dans le cadre du même contingent tarifaire, selon le cas A/B ou C; b) de la part d'opérateurs traditionnels au profit d'opérateurs non traditionnels immatriculés en application de l'article 7, dans le cadre d'un même contingent tarifaire, selon le cas A/B ou C; c) entre opérateurs non traditionnels immatriculés au titre du même contingent tarifaire, selon le cas A/B ou C.
Jus de raisins et moûts de raisins	30	<p>Le contingent tarifaire est annuel, à partir du 1^{er} septembre jusqu'au 31 août de l'année suivante et est ouvert en trois parties.</p> <p>Les demandes au titre de la première partie du contingent peuvent être présentées jusqu'au 30 novembre de chaque année. Les demandes au titre de la deuxième partie peuvent être présentées jusqu'au 31 mars de chaque année. Les demandes au titre de la troisième partie peuvent être présentées à partir du 1^{er} avril de chaque année. Les quantités relevant de la première partie qui n'ont pas été utilisées avant le 30 novembre et celles relevant de la deuxième partie qui n'ont pas été utilisées avant le 31 mars sont automatiquement transférées à la partie suivante.</p> <p>Les demandes de licences d'importation doivent être présentées aux autorités compétentes des États membres de manière hebdomadaire, du mercredi jusqu'au mardi suivant. Les États membres communiquent ces renseignements à la Commission le mercredi. Les licences d'importation sont délivrées le lundi suivant ce mercredi, ou le jour ouvrable suivant, à condition que la Commission n'ait pas adopté de mesures spéciales dans l'intervalle.</p> <p>Lorsque les quantités demandées dépassent les quantités disponibles, la Commission fixe un taux unique de réduction pour l'acceptation des demandes de licences et notifie ce pourcentage de réduction. Les licences d'importation sont délivrées le cinquième jour ouvrable suivant la publication de ce pourcentage.</p> <p>Les requérants ne doivent s'adresser qu'à un seul organe administratif. Le nom des requérants est connu seulement des autorités compétentes des États membres auxquelles la demande est présentée.</p>

7. La question n° 7, relative aux limites quantitatives, est sans objet en l'espèce.

8. Une demande de licence d'importation ne peut être rejetée que si elle ne répond pas aux critères pertinents ou si la caution n'a pas été déposée. Les requérants peuvent faire appel devant les tribunaux des États membres conformément à la législation en vigueur dans ces États.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Voir la réponse n° 6. Aucun système d'immatriculation spécifique n'est prévu. Toutes les personnes, entreprises et institutions peuvent donc présenter une demande.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence d'importation

10. Un exemple de licence d'importation est joint aux Règlements de la CE indiqués en réponse à la question n° 10 de la notification principale pour 2001.

11. La licence d'importation ainsi que les autres documents douaniers appropriés, comme pour toutes les importations. Selon le produit, un certain nombre de conditions particulières sont appliquées, qui sont énoncées ci-après:

Contingent	No	Documents autres que la licence d'importation
Animaux vivants de l'espèce bovine	1	Un certificat vétérinaire approprié; pour les taureaux: un certificat d'ascendance; pour les femelles: un certificat d'ascendance ou un certificat d'inscription au livre généalogique attestant la pureté de la race
Jeunes animaux mâles vivants de l'espèce bovine	2	Un certificat vétérinaire approprié
Viandes des animaux de l'espèce bovine dites de "haute qualité" et viandes de buffle congelées	3	Dans le cas des États-Unis et du Canada, le certificat d'authenticité et des certificats sanitaires appropriés
Viandes congelées et des animaux de l'espèce bovine	4	Des certificats sanitaires appropriés
Viande de bœuf congelée destinée à la transformation	5	Un certificat sanitaire approprié
Hampes congelées des animaux de l'espèce bovine	6	Un certificat sanitaire approprié et, dans le cas de l'Argentine, un certificat d'authenticité
Animaux vivants des espèces ovine ou caprine et viandes des animaux de ces espèces	7	Dans le cas des contingents tarifaires par pays établis dans le cadre de l'OMC, le certificat d'origine
Produits laitiers accès courant	8	Un certificat IMA-1
Produits laitiers accès minimal	9	-
Manioc	10	Un certificat d'exportation
Racines de manioc, d'arrowroot ou de salep et autres racines et tubercules similaires	11	Le certificat d'origine et la licence d'importation dans le cas d'importations originaires d'Indonésie et de Chine
Patates douces et féculé de manioc	12	Dans le cas d'importations de patates douces originaires de Chine, le certificat d'exportation
Riz en brisures	13	Au moment de la mise en libre pratique, un engagement écrit attestant que toutes les marchandises importées seront transformées dans un délai de six mois suivant la date d'acceptation de la mise en libre pratique
Millet	14	-

Contingent	No	Documents autres que la licence d'importation
Sucre de canne	15	Un certificat d'origine du pays tiers concerné
Sucres de canne ou de betterave	16	Un certificat d'authenticité délivré par le pays exportateur; l'octroi de licences d'importation pour le volume du contingent réservé aux pays ACP est assujéti à la présentation d'un certificat de circulation EUR 1 délivré par le pays exportateur
Aulx	17	-
Champignons en conserve	18	En ce qui concerne les importations en provenance de Chine, l'admission au bénéfice du contingent tarifaire est subordonnée à la présentation, au moment de la mise en libre pratique, d'un certificat d'origine de la Chine. En ce qui concerne les importations en provenance de Bulgarie, de Pologne et de Roumanie, l'admission au bénéfice du contingent tarifaire est subordonnée à la présentation, au moment de la mise en libre pratique, d'un certificat EUR 1.
Sons, remoulages et autres résidus	19	-
Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	20	-
Certains produits à base de viande porcine	21	-
Certains produits à base de viande porcine	22	-
Produits à base de dindes et de volailles	23	-
Produits du secteur des œufs et de l'ovalbumine	24	-
Froment (blé)	25	La preuve que les marchandises sont détenues par le requérant, qu'elles sont prêtes pour l'importation et que leur qualité satisfait aux critères énoncés dans le Règlement n° 778/99 de la Commission
Maïs et sorgho à grains	26	La preuve que les activités commerciales du requérant comprennent le commerce international des céréales
Grains d'avoine travaillés	27	-
Riz	28	Dans le cas d'importations en provenance d'Australie et de Thaïlande, l'original du certificat d'exportation
Bananes	29	-
Jus de raisins et moûts de raisins	30	-

12. Non.

13. La délivrance d'une licence d'importation est subordonnée au dépôt d'une caution. Les dispositions suivantes sont applicables:

Contingent	N°	Caution
Animaux vivants de l'espèce bovine	1	Une caution est exigée afin de garantir le respect de l'obligation de ne pas envoyer les animaux importés à l'abattoir. La caution est restituée immédiatement s'il est prouvé que les animaux a) n'ont pas été abattus dans les quatre mois suivant la date de la mise en libre pratique ou b) ont été abattus durant cette période mais qu'il s'agissait d'un cas de force majeure.
Jeunes animaux mâles vivants de l'espèce bovine	2	Une caution est exigée afin que soit respectée l'obligation d'engraisser les animaux importés. La caution est restituée immédiatement si la preuve est fournie que les jeunes bovins a) ont été engraisés dans la ou les fermes signalées aux autorités compétentes, b) durant une période d'au moins 120 jours à compter de la date d'importation ou c) ont été abattus avant l'expiration de cette période pour des raisons sanitaires ou qu'ils sont morts de maladie ou d'accident.
Viandes des animaux de l'espèce bovine dites de "haute qualité" et viandes de buffle congelées	3	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Viandes congelées des animaux de l'espèce bovine	4	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Viande de bœuf congelée destinée à la transformation	5	Une caution doit être déposée au moment de l'importation afin de garantir que le transformateur transforme intégralement, dans l'établissement spécifié dans la demande de licence, la quantité de viande importée dans les trois mois suivant le jour de l'importation. La caution est restituée une fois que cette obligation est exécutée.
Hampes congelées des animaux de l'espèce bovine	6	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la durée de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Animaux vivants des espèces ovine ou caprine et viandes des animaux de ces espèces	7	Pour les contingents tarifaires par pays établis dans le cadre de l'OMC, il n'est pas nécessaire de déposer une caution. Pour les contingents tarifaires autres que par pays établis dans le cadre de l'OMC, la délivrance de la licence d'importation est subordonnée au dépôt d'une caution afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Produits laitiers accès courant	8	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Produits laitiers accès minimal	9	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Manioc	10	Une caution est exigée afin de garantir que les quantités importées ne dépassent pas les quantités prévues par la licence d'importation.

Contingent	N°	Caution
Racines de manioc, d'arrowroot ou de salep et autres racines et tubercules similaires	11	Une caution est exigée afin de garantir que les quantités importées ne dépassent pas les quantités prévues par la licence d'importation.
Patates douces et féculé de manioc	12	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée et que le droit d'importer au titre de la licence a été exercé, c'est-à-dire le jour où la déclaration d'importation est acceptée et où le produit est mis en libre pratique.
Riz en brisures	13	Une caution est exigée afin de garantir que le riz en brisures importé sera transformé pour obtenir le produit indiqué dans la licence d'importation. Lorsque le riz importé pour mise en libre pratique n'a pas été transformé dans le délai imparti, la caution restituée est diminuée de 2 pour cent par jour de dépassement du délai.
Millet	14	Une caution est exigée afin de garantir la bonne foi du requérant.
Sucre de canne	15	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Sucres de canne ou de betterave	16	Une demande de licence d'importation ne peut être rejetée que si elle ne répond pas aux critères pertinents. Les requérants peuvent faire appel devant les tribunaux des États membres conformément à la législation en vigueur dans ces États.
Aulx	17	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Champignons en conserve	18	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Sons, remoulages et autres résidus	19	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	20	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Certains produits à base de viande porcine	21	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Certains produits à base de viande porcine	22	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Produits à base de dindes et de volaille	23	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.

Contingent	N°	Caution
Produits du secteur des œufs et de l'ovalbumine	24	Une caution est exigée afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la période de validité de la licence. La caution est restituée une fois que l'obligation d'importer est exécutée.
Froment (blé)	25	Une caution est exigée afin de garantir que le blé importé satisfait aux critères relatifs au blé de qualité supérieure énoncés dans la législation pertinente. La caution est restituée après présentation du document de preuve.
Maïs et sorgho à grains	26	Une caution égale au montant de la réduction des droits est exigée afin de garantir que les importations satisfont aux exigences relatives à la destination des contingents.
Grains d'avoine travaillés	27	Une caution est exigée afin de garantir la bonne foi des requérants. La caution est restituée lors de la délivrance de la licence d'importation.
Riz	28	Une caution est exigée afin de garantir la bonne foi des requérants. La caution est restituée lorsque l'obligation d'importer est exécutée.
Bananes	29	Les demandes de licences d'importation doivent être accompagnées de la preuve qu'une caution a été déposée conformément au Titre III du Règlement (CEE) n° 2220/85. Cette caution s'élève à 50 euros par tonne. Les opérateurs non traditionnels doivent déposer une caution de 150 euros par tonne lorsqu'ils demandent leur allocation annuelle.
Jus de raisins et moût de raisins	30	Une caution est exigée. Celle-ci est restituée lorsque le requérant retire sa demande de licence d'importation ou que l'obligation d'importer a été exécutée pendant la période de validité de la licence.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Les licences d'importation sont valables comme suit:

Contingent	N°	Période de validité des licences
Animaux vivants de l'espèce bovine	1	Quatre-vingt-dix jours, mais pas au-delà du 30 juin suivant la date de délivrance. La durée de validité ne peut être prolongée.
Jeunes animaux mâles de l'espèce bovine	2	Quatre-vingt-dix jours à compter de la date de délivrance; aucune licence n'est valable après le 30 juin 2002. La durée de validité de la licence d'importation ne peut être prolongée.
Viandes des animaux de l'espèce bovine dites de "haute qualité" et viandes de buffle congelées	3	Trois mois. Cependant, la durée de validité ne va pas au-delà du 30 juin suivant la date de délivrance, et elle ne peut être prolongée.
Viandes congelées des animaux de l'espèce bovine	4	Quatre-vingt-dix jours à compter de la date de délivrance. Cependant, aucune licence n'est valable après le 30 juin 2002. La durée de validité ne peut être prolongée.
Viande de bœuf congelée destinée à la transformation	5	Cent vingt jours à compter de la date de délivrance. Cependant, aucune licence n'est valable après le 30 juin 2002. La durée de validité ne peut être prolongée.
Hampes congelées des animaux de l'espèce bovine	6	La période de validité arrive à expiration le 30 juin suivant la date de délivrance.

Contingent	N°	Période de validité des licences
Animaux vivants des espèces ovine ou caprine et viandes des animaux de ces espèces	7	Trois mois à compter de la date de délivrance; s'agissant des contingents tarifaires par pays établis dans le cadre de l'OMC, la licence d'importation n'est pas valable au-delà du 31 décembre; dans des cas exceptionnels dûment justifiés, les autorités compétentes des États membres peuvent prolonger la période de validité au plus jusqu'au 25 janvier de l'année suivante.
Produits laitiers accès courant	8	La licence est valable à compter de la date de délivrance jusqu'à la fin du troisième mois suivant la délivrance.
Produits laitiers accès minimal	9	Les licences d'importation sont valables pendant 150 jours à compter de la date effective de délivrance. Cependant, la durée de validité ne peut s'étendre au-delà du 30 juin suivant la date de délivrance visée au premier paragraphe.
Manioc	10	La durée de validité des licences d'importation correspond à la durée de validité du certificat d'exportation plus 30 jours (soit 150 jours à compter de la date de délivrance).
Racines de manioc, d'arrowroot ou de salep et autres racines et tubercules similaires	11	Soixante jours à compter de la date de délivrance. Cependant, les licences délivrées pour des produits originaires d'Indonésie ou de Chine sont valables pendant la période de validité de la licence d'exportation plus 30 jours (soit 150 jours à compter de la date de délivrance).
Patates douces et féculé de manioc	12	Dans le cas des contingents tarifaires pour les patates douces, les licences d'importation sont valables à compter de la date de délivrance jusqu'à la fin du quatrième mois suivant. Dans le cas du contingent tarifaire pour la féculé de manioc, elles sont valables à compter de la date de délivrance et jusqu'à la fin du troisième mois suivant.
Riz en brisures	13	Jusqu'à la fin du troisième mois suivant la date de délivrance.
Millet	14	À compter de la date de délivrance et jusqu'à la fin du troisième mois suivant. Toutefois, aucune licence n'est valable après le 30 juin de chaque campagne de commercialisation. La durée de validité ne peut être prolongée.
Sucre de canne	15	Les licences d'importation sont valables à compter de la date de délivrance jusqu'au 30 juin suivant. La durée de validité ne peut être prolongée.
Sucres de canne ou de betterave	16	À la fin du mois suivant le mois de délivrance.
Aulx	17	La durée de validité est de trois mois à compter de la date effective de délivrance mais elle ne peut s'étendre au-delà de la fin de la campagne annuelle (fin du mois de mai de chaque année). Elle ne peut être prolongée.
Champignons en conserve	18	La durée de validité est de six mois à compter de la date effective de délivrance mais elle ne peut s'étendre au-delà du 31 décembre de l'année en question.
Sons, remoulages et autres résidus	19	Jusqu'à la fin du troisième mois suivant le mois de délivrance. Cependant, les licences ne sont pas valables au-delà du 31 décembre de chaque année. La durée de validité ne peut être prolongée.
Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	20	Jusqu'à la fin du quatrième mois suivant le mois de délivrance; la durée de validité ne peut être prolongée.
Certains produits à base de viande porcine	21	Les licences d'importation sont valables pendant 150 jours, mais pas au-delà du 30 juin de l'année de délivrance. La durée de validité ne peut être prolongée.

Contingent	N°	Période de validité des licences
Certains produits à base de viande porcine	22	Cent cinquante jours, mais pas au-delà du 31 décembre de l'année de délivrance; la durée de validité ne peut être prolongée.
Produits à base de dindes et de volailles	23	Cent cinquante jours, mais pas au-delà de chaque période contingentaie.
Produits du secteur des œufs de l'ovalbumine	24	Cent cinquante jours, mais pas au-delà de chaque période contingentaie.
Blé	25	Sept jours; la durée de validité ne peut être prolongée.
Maïs et sorgho à grains	26	La durée de validité des licences: <ul style="list-style-type: none"> - est de 45 jours lorsqu'une réduction uniforme a été adoptée par la Commission; - correspond à la période prévue dans le règlement ouvrant l'adjudication, pour les licences délivrées dans le cadre d'une adjudication de la réduction des droits (généralement 50 jours).
Grains d'avoine travaillés	27	Quarante-cinq jours à compter de la date de délivrance. La durée de validité ne peut être prolongée.
Riz	28	À compter de la date effective de délivrance jusqu'à la fin du troisième mois suivant, mais pas au-delà du 31 décembre de l'année de délivrance. La durée de validité ne peut être prolongée.
Bananes	29	À compter de la date de délivrance effective; la durée de validité s'achève le septième jour du quatrième mois suivant le mois de délivrance. La durée de validité ne peut être prolongée.
Jus de raisins et moûts de raisins	30	À compter de la date de délivrance effective jusqu'à la fin du quatrième mois suivant cette date, mais en aucun cas au-delà du 31 août de l'année du contingent concerné. La durée de validité ne peut être prolongée.

15. En cas de non-utilisation d'une licence d'importation, la caution n'est pas restituée. En cas d'utilisation partielle de la licence d'importation, la caution est partiellement restituée. Voir aussi les réponses données à la question n° 13. S'agissant de la viande de bœuf congelée destinée à la transformation, il faut apporter la preuve que la viande a été transformée dans les produits pertinents. En ce qui concerne le blé, la caution correspondant au produit qui ne satisfait pas aux exigences de qualité et n'est pas transformé dans les délais n'est pas restituée. Seule la caution correspondant au volume de blé importé qui satisfait aux critères de qualité pertinents est restituée.

16. Les licences d'importation pour la viande de bœuf de haute qualité sont cessibles. Les licences pour les produits importés dans le cadre d'autres contingents ne sont pas cessibles.

17. En ce qui concerne les jeunes animaux mâles vivants de l'espèce bovine destinés à être engraisés, les licences sont délivrées jusqu'au 30 novembre 2001 jusqu'à concurrence de 50 pour cent des droits d'importation alloués, et à compter du 1^{er} décembre 2001 pour la quantité restante.

Autres formalités

18. Non.

19. Sans objet.